

L'Adresse—M. Fortin

cher pour obtenir le pétrole que n'importe quels autres Canadiens. Est-ce que cela est juste? Le problème se situe dans la distribution de cette richesse qui est le pétrole et cette distribution devrait être pensée par le gouvernement afin que chaque Canadien, peu importe où il demeure, soit traité sur un pied d'égalité. Cela n'existe pas actuellement, et les Québécois, entre autres, et le reste du pays font les frais de cette politique.

Prenons, par exemple, le blé qu'on a contrôlé. Il fut un temps où l'on a même payé des producteurs pour qu'ils ne sèment pas, pour qu'ils ne produisent pas. On nous a maintenant fait croire qu'il y a rareté de produits. Finalement, cela entraîne une cherté. Qui paie pour cette politique? Encore l'autre partie du pays, parce que nous n'avons pas établi de système de distribution pour que les Canadiens soient traités sur un pied d'égalité.

Dans d'autres domaines, c'est l'inverse: on fait payer plus cher à l'Ouest qu'au Québec et cela, monsieur le président, n'est pas acceptable non plus. Nous disons comme créditistes que le problème n'existe pas au niveau de la production. Les besoins existent. Le problème n'existe pas non plus au niveau de la consommation. Les gens ne sont pas fous, ils sont capables de choisir la qualité de produits qu'ils veulent. Le problème se situe dans une saine distribution de ces produits, de ces richesses à travers notre pays. Et deuxièmement, le problème est celui d'avoir le pouvoir d'achat suffisant pour acheter ces produits pour satisfaire à ses besoins.

Monsieur le président, voilà, en résumé, comment je vois la situation actuelle et ceux-là qui sont le plus touchés par elle. Je le répète, et je ne le répéterai jamais assez lorsque je sens qu'on n'aura pas compris ce message, ce sont les gens à faible ou à moyen revenu qui sont plafonnés.

Monsieur le président, le problème se situe au niveau de la distribution des richesses et aussi longtemps qu'on ne s'attaquera pas véritablement à lui en mettant sur pied des organismes efficaces, plutôt que des organismes de contrôle fantoches comme la Commission canadienne du blé, par exemple, qui s'amuse à faire monter les prix, à contrôler la production et à obliger les Québécois ou d'autres Canadiens à se priver, les choses iront de mal en pis.

Monsieur le président, comme mon chef, le député de Témiscamisque, comme le très honorable premier ministre, nous croyons, au Canada, que les Canadiens sont capables de bâtir le pays; nous croyons que le Canada est un très grand pays dans le monde,—il suffit de voyager pour le constater—malgré sa très faible population. En même temps, on «endure» des chômeurs, monsieur le président, on «endure» des gens dépendant de l'aide sociale, on «endure» une supposée rareté de produits, prétexte à une cherté de ces mêmes produits. En même temps, les gens qui travaillent paient des taxes énormes pour faire vivre les gens qui voudraient produire mais qui n'en ont pas la possibilité. A mon avis la situation est trop sérieuse pour qu'on la laisse se détériorer encore davantage.

Selon moi, la deuxième session est une occasion formidable de s'attaquer véritablement à ce problème en dehors des ornières politiques.

Monsieur le président, même si les conservateurs progressistes venaient me dire qu'ils feraient mieux que les libéraux, je ne les croirais pas. Ils ont déjà été au pouvoir et ils n'ont rien fait de mieux. Même si les créditistes y étaient, rien ne prouve qu'ils feraient mieux. A mon sens, il est temps d'être honnête à la Chambre. Même si les libéraux voulaient me dire que les choses vont bien dans le pays, que les gens trouvent du plaisir et de la sécurité à

vivre dans notre pays, encore là je dirais que ce n'est pas vrai.

Monsieur le président, il suffit «d'y aller» avec les gens. Même si les députés du Nouveau parti démocratique nous disaient la même chose, ce ne serait pas vrai.

Je pense qu'il y a du bon dans chaque parti. Il y a de bonnes idées à prendre et si on voulait être honnête, des deux côtés de la Chambre, on adopterait certaines idées créditistes. Depuis qu'on parle de la distribution des produits, on trouve cela drôle. Eh bien, monsieur le président, je serais prêt à aller n'importe où au Canada pour défendre cette thèse, parce que, maintenant, tout le monde ressent dans son portefeuille le problème de la distribution et de l'insatisfaction qui s'est produite.

Je voudrais demander une petite faveur à la Chambre, monsieur le président. Je vois qu'il est 6 heures, si l'on voulait m'accorder deux ou trois minutes de plus, j'aurais terminé mes remarques.

M. l'Orateur: La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

● (1800)

M. l'Orateur: La Chambre est d'accord.

M. Fortin: Monsieur le président, je voulais concentrer mes remarques là-dessus, parce que, pour nous, c'est le problème majeur au Canada, celui qui commande une solution majeure.

A mon avis, le très honorable premier ministre aurait l'appui de tous les partis de la Chambre s'il voulait concevoir avec tous les députés un système de distribution de nos richesses équitable et juste pour toutes les parties du pays.

Monsieur le président, nous sommes ici pour travailler, nous voulons être efficaces et objectifs, nous voulons tout de suite dire au gouvernement que nous sommes prêts à collaborer, que nous sommes prêts à travailler très fort pour le défendre ou défendre n'importe quelle politique qui visera à aider à solutionner le problème de la distribution de nos richesses, à faire en sorte qu'on soit aussi fier d'être Canadien, qu'on soit de Colombie-Britannique ou du Québec, afin que les mêmes mesures s'appliquent partout, afin aussi que, quant à cette richesse inouïe que le Canada possède, chaque Canadien puisse en profiter. Dans cette mesure-là, nous sommes prêts à collaborer. Mais dans la mesure où on ne voudra pas aller dans cette direction-là, nous défendrons la politique des gens sans revenu. A ce moment-là, monsieur le président, nous devons catégoriquement retirer notre appui au gouvernement.

Ayant cette attitude honnête et pour démontrer au gouvernement que nous sommes sérieux, je voudrais, en terminant, proposer le sous-amendement suivant, appuyé par l'honorable député de Bellechasse (M. Lambert):

Que l'amendement soit amendé en ajoutant les mots suivants, qu'on remplace le point par une virgule et que l'on y ajoute ce qui suit:

«particulièrement en n'ayant pas prévu de mesures efficaces et immédiates pour enrayer la hausse du coût de la vie qui affecte gravement les citoyens à faible et moyen revenus.»

Monsieur le président, je le fais avec fierté, parce que je sais que je reflète là la grande majorité des Canadiens qui ne demandent pas mieux que de bâtir leur pays et qui veulent être par notre gouvernement, par nous, encouragés, stimulés et secondés.

M. l'Orateur: Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 8 heures.